

LA VÉRITÉ



DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Réunion des
"AMIS DE LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS"
Un nouveau Juin 36?
par H. Vernier
Vendredi 22 Mai 1953
à 20 h. 30
Salle Lancry, 10, rue de Lancry

Aux élections et dans les usines, les travailleurs se sont prononcés pour
le front unique communiste-socialiste
La direction du P. C. F. doit proposer un
pacte d'unité d'action à la direction du P. S.

L'impérialisme n'accepte pas la "coexistence pacifique"

Eisenhower et F. Dulles ont répondu aux gestes de paix de l'U. R. S. S. et de la Chine, le premier en promettant un âge d'or à condition que l'Allemagne de l'Est et les démocraties populaires soient « rendues » au capitalisme, le second en déclarant encore plus cyniquement que l'impérialisme américain n'acceptera pas le « statut quo » et que « si l'U. R. S. S. ne réagit pas promptement aux propositions du président Eisenhower nous irons de l'avant sur tous les fronts ».

Deux points, sur lesquels nous n'avons cessé d'attirer l'attention, se trouvent ainsi bien mis en lumière: l'impérialisme ne peut pas ne pas préparer la guerre; son but est la destruction des Etats qui ont échappé à sa domination et du mouvement révolutionnaire. La « coexistence pacifique » est une impossibilité pour l'impérialisme étouffant s'il ne domine pas le monde. A moins de considérer comme une « coexistence pacifique » la soumission sans combat des travailleurs d'Europe et d'Asie.

La guerre n'est d'ailleurs pas seulement un moyen indispensable pour réaliser son objectif final. C'est dès maintenant une nécessité pour fournir commandes et bénéfices aux industriels. On n'est pas prêt d'oublier le désarroi de Washington, l'inquiétude des hommes d'affaires et surtout la chute spectaculaire de la Bourse de New-York à l'annonce de la reprise des pourparlers d'armistice en Corée. Aujourd'hui, craignant que la crise qui menaçait avant la guerre de Corée ne réapparaisse avec la cessation de celle-ci, les U. S. A. font tout leurs efforts pour la « remplacer » par celle d'Indochine. Au moment où nous écrivons, les capitalistes américains grognent de déception devant les réticences de la France à « internationaliser » la guerre et devant le retrait du Vietnam au Laos.

En démasquant tout cela, en jetant le trouble dans le front uni de la contre-révolution, l'initiative diplomatique et soviétique, était excellente. Démoraliser l'ennemi, l'empêcher de tromper les peuples est la tâche des diplomates antiimpérialistes. Mais la propagande des partis révolutionnaires ne peut se borner à répéter et à approuver de telles initiatives. Grâce à elles, il est maintenant plus clair que jamais que les capitalistes ne peuvent accepter ni la coexistence pacifique à long terme ni même la cessation des « petites » guerres contre-révolutionnaires. Ils doivent et ils veulent les étendre. La propagande communiste doit se saisir de cette démonstration pour montrer que la paix ne sera obtenue que par l'écrasement du capitalisme. Il n'y a pas d'autre voie. La lutte finale est inéluctable, car les capitalistes ne peuvent vivre sans guerre et les peuples asservis ne veulent plus vivre dans l'esclavage. Il faut s'y préparer. Cette lutte sera cruelle, le capitalisme tuera femmes et enfants, il tentera de survivre par le fer et le sang. Mais les communistes ne peuvent se borner à se lamenter sur cette cruauté. Ils doivent exalter le courage, l'héroïsme, l'esprit de sacrifice, la volonté de vaincre.

Ce n'est pas le pacifisme bêlant qui a donné la liberté aux héroïques travailleurs d'Asie qui continueront le combat libérateur, même si Malenkov leur disait de le cesser pour acheter la « coexistence pacifique » d'Eisenhower.

PRIVAS.

Tous les après-midi:
Permanence de
"La Vérité des Travailleurs"
64, rue de Richelieu
(Bureau 10)
(Ric. 03-52 et la suite). Métro:
Bourse.

Il y a quelque chose de changé

Après les grèves des transports parisiens, de chez Krieg et Zivy, etc., la grève du département 74 de l'usine Renault, entourée de la solidarité active de l'ensemble de l'usine, qui pendant trois semaines a interdit la sortie des véhicules et contre laquelle la Direction a recouru à la manœuvre illégale du lock-out des 37.000 de chez Renault montre dans ce secteur d'avant-garde du prolétariat français, la combativité intacte des travailleurs de ce pays.

La grève des officiers et des marins de la marine marchande témoigne de la profondeur du mécontentement qui atteint jusqu'aux plus hauts cadres de la hiérarchie des salariés.

Dans le même temps, l'incontestable remontée des voix de la gauche (PC et PS) et la diminution des abstentions dans les élections municipales, a traduit la volonté consciente des travailleurs et des petites gens de ce pays, d'imposer une modification du cours politique actuel. Malgré les calculs embarrassés de M. Brune, cette poussée de la gauche, parallèlement à la chute verticale du R. P. F. et à la division des fractions de la bourgeoisie, n'a pas manqué d'inquiéter les éléments les plus conscients de cette dernière.

Un cauchemar de la bourgeoisie: Le Front Unique Ouvrier

Un symptôme de la situation actuelle remplit de crainte la bourgeoisie: ce sont les premières réalisations encore partielles de Front Unique des organisations ouvrières sur le plan syndical et politique.

Sa terreur est justifiée: si le front unique de chez Renault devient le front unique national des Confédérations Syndicales impulsant et coordonnant un puissant mouvement revendicatif dont la grève de la marine marchande, la grève Renault et les autres mouvements actuels ne sont que les premières et très importantes manifestations; si les premiers accords intervenus dans certaines localités entre le PS et le PC pour l'élection des municipalités étaient le prélude à un accord national de front unique entre ces deux Partis s'appuyant sur le mouvement des travailleurs pour barrer au Parlement la route à la politique Mayer, ce dernier, sa clique, sa politique de préparation à la guerre, ses hausses, ses projets de réforme constitutionnelle, ne seraient bientôt plus qu'un mauvais souvenir.

Le vent de 1936

Au défilé du 1^{er} mai deux points surtout du cortège préfiguraient les forces montantes qui abattront le régime actuel:

— le déferlement vibrant et discipliné des travailleurs nord-africains, chaleureusement acclamés par leurs frères français, vivant symbole des forces de la révolution coloniale qui monte sans cesse,

— le beau cortège de Renault derrière le Comité de solidarité des 4 organisations syndicales, plus nombreux, plus enthousiastes et plus acclamés que tous, parce que dans la lutte le front unique s'est réalisé et a intensifié la volonté d'action et l'enthousiasme des travailleurs.

Parlant à ce même défilé, Eugène Hénaff disait: « L'unité est dans toutes les têtes. Elle progresse et elle progressera sans cesse car le vent de 1936 souffle ».

Le journal bourgeois « Les Echos », reprenant cette déclaration, dit: « E. Hénaff est en avance sur l'histoire, ce n'est pas le vent de 1936 qui souffle. Peut-être est-ce pourtant la brise de 1934 qui a commencé à se lever ».

L'Editorialiste des « Echos » qui, lui aussi comprend que le vent a changé de direction, a bien tort de vouloir trop copier le passé: le vent d'unité de 1934, augmenté de la bourrasque de la révolution coloniale qui, d'Indochine en Afrique du Nord assaille l'impérialisme français, ne mettra pas deux ans à porter les travailleurs plus

loin et plus haut qu'en 1936... si ceux qui sont au gouvernail de la classe ouvrière veulent et savent l'utiliser.

L'objectif à atteindre: Un gouvernement PC-PS

Les travailleurs veulent l'unité parce qu'ils veulent combattre et qu'ils veulent vaincre. Ils l'imposent dès qu'ils entrent en lutte dans une entreprise, et leur lutte en est renforcée. Des pas très positifs ont été faits sur le plan syndical après la grande poussée unitaire de la grève Renault. Qu'attend Benoît Frachon pour reprendre, au nom du Bureau Confédéral de la C.G.T. ses propositions de 1951 et pour organiser, sur la base des principales revendications qui ont scellé l'accord de toutes les organisations de chez Renault une réunion interconfédérale?

Mais l'unité syndicale n'est qu'un élément du grand combat qu'il faudra mener: Toute grande lutte pose la question du gouvernement, d'un gouvernement au service

Lire en page 4:

Nos informations sur Renault et la R. A. T. P.

Nouvelle poussée révolutionnaire en Indochine

Quelle qu'en soit le développement ultérieur, les événements du Laos auront marqué un tournant important dans la lutte des masses indochinoises pour leur libération. En effet cette lutte qui s'était presque exclusivement limitée au Viet Nam tend à gagner maintenant les autres colonies françaises de l'Indochine. Les succès remportés contre le corps expéditionnaire ont été le fruit d'une jonction entre les forces de guérillas laotiennes et des unités du Viet Minh venues du Tonkin.

En effet, depuis 1948 des zones de guérillas et un gouvernement de libération existent dans le Laos. Latent jusqu'à présent, ce mouvement s'est considérablement développé sous l'influence des revers subis par l'impérialisme français au Tonkin. La rapidité avec laquelle s'est étendue la zone des combats depuis le début d'avril jusqu'à ces jours derniers, la non résistance du gouvernement du Laos jusque là pro-français, et même l'intervention des unités Viet Minh ont été avant tout le fruit d'une puissante poussée des masses laotiennes décidées à étendre à leur pays la révolution coloniale qui tend de plus en plus à gagner toute l'Asie. Il est trop tôt au moment où nous mettons sous presse pour pouvoir apprécier les causes réelles du repli des unités Viet Minh. Mais les leçons du soulèvement populaire au Laos restent valables indépendamment des impératifs militaires, ou autres qui ont pu en modifier le cours.

La situation étant devenue nettement catastrophique pour l'impérialisme français sur le plan militaire déjà incapable de contenir la poussée Viet-Minh au Tonkin, l'état-major français fut complètement dérouteré devant la stratégie de guerre révolutionnaire employée au Laos sur le plan politique, les appuis qu'il croyait avoir dans les milieux dirigeants et gouvernementaux laotiens s'effondrèrent. Le roi du Laos, malgré les pressions françaises avait refusé de quitter la capitale où il semblait attendre les forces de libération. Et M. Letourneau s'est vu obligé de déclarer que si des déclarations lui étaient un jour prêtées (au roi) quand à ses sentiments à l'égard de l'Union

des travailleurs qui, à l'étape actuelle ne peut être constitué autrement que par le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

C'est là que mène actuellement le vent d'unité et de combat qui s'est levé, et les dirigeants de la classe ouvrière n'esquiveront pas le problème longtemps. Ils devront le poser et y répondre.

Le Comité Directeur du PS qui doit ses succès aux élections municipales, principalement à la politique d'opposition parlementaire qu'il a menée pendant les derniers mois, ne peut pas espérer tromper longtemps ses électeurs. Quelle que soit l'expérience manœuvrière des dirigeants du PS et leurs ressources de démagogie, ils seront bientôt mis au pied du mur par les faits.

Ils le seront d'autant plus vite que les dirigeants du parti qui regroupent et influencent le plus de travailleurs en France, le Parti Communiste, se décideront rapidement à poser enfin clairement le problème du gouvernement PC.-P.S. qu'il faut à la classe ouvrière et à faire au Comité Directeur du PS les propositions d'action commune concrète pour faire échec en commun au gouvernement Meyer.

Il faut cesser de ruser avec ce problème, il faut cesser d'opposer le front unique à la base au front unique au sommet. Pendant des mois, les dirigeants du PC ont donné à leurs militants la directive de dénoncer la trahison des dirigeants socialistes... et aux élections municipales, un nombre plus grand de travailleurs ont voté

(Suite page 4.)

française on pourrait être sûr qu'elles ne seraient pas de lui!

De son côté le souverain fantoche du Cambodge a déclaré que si le désastre français s'aggravait au Laos les masses cambodgiennes ne tarderaient pas à se soulever.

Sur le plan diplomatique la situation aussi fut des plus sérieuses pour l'impérialisme français. Le gouvernement fut divisé sur la question de « l'internationalisation », c'est-à-dire sur le fait de savoir s'il fallait avouer son impuissance et passer la main à l'impérialisme américain avec toutes les conséquences que cela comporte. Et c'est en fait à l'impérialisme tout entier et particulièrement aux Etats-Unis que l'étendue du mouvement de libération en Indochine pose de redoutables problèmes. Tous ses plans d'utilisation diplomatique et stratégique de la « détente » provoquée par les propositions soviétiques et chinoises se trouvent remis en cause. Non seulement la trêve en Asie souhaitée provisoirement par l'impérialisme pour tenter de renforcer son front dans le reste du monde se trouverait compromise mais les événements du Laos ont eu pour conséquence de renforcer la révolution coloniale dans son ensemble.

Les récents événements de Tunisie en sont un symptôme certain. En se refusant de participer aux élections truquées imposées par la force à leur gouvernement (près de 95 % d'abstentions), les masses tunisiennes ont montré que malgré les coups portés à leurs organisations elles sont toujours prêtes à continuer le combat avec plus d'ampleur que jamais.

Dans l'ensemble du monde et particulièrement en France les succès du peuple indochinois ont eu aussi la plus grande répercussion. Les prolétaires de ce pays saluent comme leur propre victoire toutes celles de leur frère à peau jaune ou brune. Par leur soutien des luttes coloniales et par leurs propres luttes les travailleurs des métropoles d'Europe feront en sorte que la révolution dans leurs propres pays puisse un jour se joindre au mouvement d'indépendance des peuples coloniaux.

Henri VERNIER.

1^{er} Mai sous le signe de l'unité d'action

Ce 1^{er} mai 53 aura marqué un tournant dans la situation de la classe ouvrière en France. Le redémarrage des luttes après de nombreux mois d'inaction est un espoir puissant pour tous les travailleurs.

Cela a marqué cette journée qui aura vu à Paris un cortège plus puissant que les années précédentes. Les travailleurs de chez Renault, les entreprises de la métallurgie en grève, les comités d'unité d'action dans certaines autres corporations ont dominé le défilé traditionnel de la Nation à la Bastille.

Manifestation plus ample où le mot d'ordre d'unité d'action a dominé. Le 1^{er} mai 53 a montré la voie à suivre à tous les travailleurs de France.

Marqué par la volonté nette des travailleurs de faire échec à la répression gouvernementale contre les dirigeants de la C. G. T. et des organisations de la classe ouvrière, ce 1^{er} mai a montré que le front unique était possible, et qu'il se réalisait lorsque les propositions des organisations syndicales se limitaient aux mots d'ordre acceptables par tous.

Et nous avons vu que derrière les banderoles des Comités d'unité d'action réalisés dans la lutte, les travailleurs des diverses organisations syndicales ont défilé mettant en avant leurs mots d'ordre communs.

Le fait que ce soit uniquement derrière de telles banderoles que des travailleurs communistes, socialistes, chrétiens, ou inorganisés se sont retrouvés doit inciter les militants les plus conscients à réfléchir. Comment est-il possible d'entraîner la majorité des travailleurs socialistes notamment qui se sont encore abstenus à tout défilé suivant ainsi les directives lancées par leur direction ?

Il est clair que les dérobades des dirigeants F. O., C. F. T. C. ou autonomes, sont facilitées par le fait qu'aucune proposition ne leur a été lancée par le bureau confédéral C. G. T. Dans sa lettre à la C. G. T. la C. F. T. C. relève les tentatives de débâchage à la base opérées par l'Union des Syndicats de la Seine.

Le rôle de ces directions aurait été éclairé aux yeux des militants ouvriers socialistes ou chrétiens, si elles avaient refusé des propositions que tout travailleur juge correctes.

Développer les « Comités d'unité d'action » comme l'a dit Hénaff dans son discours est le travail de tous les travailleurs. Ce travail serait infiniment facilité, sa réalisation grandement écourtée, si la dénonciation des dirigeants n'était pas faite qu'en paroles, mais dans les faits, en les mettant

Deux documents du parti révolutionnaire des ouvriers et paysans boliviens

Dans le n° d'avril de *IV^e Internationale* vous lirez d'importants documents sur le mouvement révolutionnaire que poursuit actuellement le peuple bolivien :

— La résolution adoptée au dernier Comité Central du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Section Bolivienne de la *IV^e Internationale*) qui lutte à la tête des masses pour la réalisation de leurs aspirations et en particulier : La conquête de la terre pour ceux qui la travaillent.

— Un article paru dans « *Lucha Obrera* », organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire, sur « La Centrale Ouvrière Bolivienne et la Révolution », dont voici un extrait :

« L'insurrection du 9 avril a mis à l'ordre du jour la question de la prise du pouvoir

TOUS à la manifestation

DU MUR DES FEDERES LE DIMANCHE 31 MAI

La Commune vit toujours !

Une seule manifestation pour tous les travailleurs

Front Unique Communiste-Socialiste

au pied du mur. Cette absence d'une politique correcte de Front Unique de la part de la direction C. G. T. s'est reflétée sur le 1^{er} mai par le manque total de perspectives indispensables à l'élargissement des luttes et à leur victoire.

Toute action tant soit peu d'envergure pose la question du gouvernement.

La lutte pour un gouvernement au service des travailleurs, est la perspective logique, inséparable d'une action plus ample dans la période actuelle. L'absence d'un tel mot d'ordre est à mettre au passif de ce 1^{er} mai 53 qui, d'un autre côté, a permis à la classe ouvrière de reprendre confiance dans sa capacité d'action contre le capital.

On ne peut écrire sur la manifestation du 1^{er} mai sans souligner cette année encore le magnifique groupe des travailleurs nord-africains. « Manifestation inquiétante », déclare à ce sujet « *Le Figaro* ». Inquiétante pour les capitalistes bien entendu.

GIRAUD.

par la classe ouvrière. Donc, la C. O. B., organisme exprimant l'unité des ouvriers et des paysans, ne doit pas être considérée comme une simple centrale syndicale se limitant à des problèmes concernant les revendications économiques des masses. La C. O. B., il faut qu'on le comprenne, constitue par elle-même une forme d'organisation particulière, supérieure des masses, créée dans une période de montée révolutionnaire. Dans son sein, et quoiqu'à l'état embryonnaire se trouvent les éléments du pouvoir consciemment exprimés par l'activité de la fraction du P. O. R. Leur développement changera profondément la structure de la centrale ouvrière pour faire d'elle un parlement ouvrier ayant en même temps les attributs exécutifs du pouvoir, c'est-à-dire ayant autorité pour faire exécuter ses décisions, juger, contrôler les leviers économiques du pays, devenir en somme le véritable dirigeant de la vie des ouvriers. C'est ainsi que la C. O. B. deviendra l'élément essentiel de la dualité du pouvoir dans la période transitoire caractérisée par la lutte entre le pouvoir petit-bourgeois bonapartiste et le prolétariat. Tout cela est déjà contenu dans le programme qui a servi de plate-forme à l'organisation de la C. O. B., dans ses propres méthodes d'action (mobilisation de masse, manifestations, floraison des organismes de base à la ville et à la campagne, etc...) ainsi que dans le projet de constitution d'un Etat-Major des Milices Ouvrières.

Partons des conquêtes enregistrées, de l'activité révolutionnaire des masses, développons-les jusqu'à leurs ultimes conséquences. La C. O. B. est apparue dans le mouvement ouvrier comme l'embryon du pouvoir de celui-ci avec un sens et une dynamique toute particulière. Aussi, pour amplifier la Révolution il faut partir de l'existence de la C. O. B., de ce qu'elle signifie aux yeux des travailleurs, de son dynamisme, ceci pour développer cet embryon du pouvoir en accentuant et en résolvant cette situation de dualité du pouvoir créée en face du « pouvoir officiel »...

— Une résolution du Congrès d'unification syndicale des travailleurs chiliens pour le soutien de la Révolution bolivienne.

Vous lirez également dans ce numéro :

— Une œuvre inconnue de Marx, dans laquelle Marx relie les idées de *l'Idéologie allemande* à celles développées dans *Le Capital* ;

— Une lettre à J.-P. Sartre, par E. Germain.

Les militants communistes et la politique de leur Parti

Pendant des mois, les militants du P. C. F. se voyaient dans l'impossibilité de mobiliser les masses. Ils pouvaient se demander : à qui la faute, aux masses ou à la politique du parti ? A présent, la situation ne laissera plus d'équivoque : les élections, les luttes, le 1^{er} mai montrent un déplacement à gauche, une volonté de combat, une réanimation de la lutte de classe. Dans ces conditions, le rôle d'un parti ouvrier devient plus important. Il ne peut artificiellement susciter des luttes de masse ; mais quand les masses veulent agir, c'est de sa politique que dépend considérablement et la marche générale du mouvement et l'aboutissement de celui-ci. C'est d'ailleurs dans ces périodes que les militants de base et les cadres moyens se montrent plus exigeants envers leur direction, car, ressentant la pression des masses, ils veulent que leur parti leur donne les moyens de mener la lutte jusqu'à la victoire.

Dans les présentes conditions de reprise du mouvement ouvrier en France, quelle est la politique du P. C. F. ? Bien fort serait celui qui pourrait la formuler avec précision. Nous avions montré, dans un article écrit à la veille de la Conférence nationale qui devait se tenir en mars dernier, que l'activité du P. C. F. au cours de l'année précédente avait été dépourvue d'une ligne définie (1). Nous avions montré les différents coups de barre à gauche, puis à droite, puis à gauche ; les autocritiques successives, les autocritiques des autocritiques ; l'absence de continuité ou de précision sur les questions essentielles du front unique et des perspectives.

Non seulement nous pouvons aujourd'hui reprendre tout ce que nous écrivions il y a trois mois, mais depuis lors les choses sont allées s'aggravant. La conférence nationale ayant été suspendue en raison de la mort de Staline, il en résulte que le Comité Central — l'organisme officiellement chargé de diriger le parti — ne s'est pas réuni depuis décembre — soit 5 mois, à condition qu'il tienne une session au cours de ce mois de mai. Pendant les derniers mois, les variations n'ont pas cessé un seul instant. Rappelons-en les principales :

— le front unique. Il fallait à un moment faire des propositions seulement à la base du parti socialiste sur tout le programme (Duclos, C. C. de décembre), la Fédération de la Seine abandonne cette position à l'occasion du 8 février ; puis le parti revient au sectarisme le plus outrancier avant le 1^{er}

tour des élections ; enfin au lendemain de ce 1^{er} tour, la direction du P. C. F. formule des propositions déjà plus mesurées. Mais alors commence dans *l'Humanité* une série d'articles de Fajon dont les uns avaient pour but d'expliquer ces propositions et d'autres pouvaient servir à torpiller les moindres possibilités de front unique ;

— sur la question des perspectives et d'une formule gouvernementale susceptible d'orienter les luttes des masses, c'est maintenant le silence le plus complet ;

— unité d'action syndicale. Après avoir enterré les propositions faites sporadiquement par la C. G. T. aux autres centrales à partir de septembre 1951, Lecœur développait le thème « la C. G. T. seule organisation syndicale ». Mais ce thème n'a pas tenu devant les événements. Il a fallu tourner brusquement chez Renault. On n'a pas tenu compte des directives de Lecœur chez les cheminots, etc... Mais on n'est pas revenu à des propositions de la C. G. T. aux autres centrales pour un front unique à l'échelle nationale si impérieusement posé par les luttes engagées à présent

L'absence de politique claire s'est exprimée notamment à la manifestation du 1^{er} mai à Paris où on cherchait en vain un mot d'ordre central, un axe politique à ce rassemblement.

Enfin, les militants communistes se posent des questions plus fondamentales que les problèmes de politique quotidienne. Ils sentent qu'il y a désormais quelque chose de particulier dans les rapports avec les masses. Après les événements qui ont suivi la mort de Staline (réhabilitation des mécontents, etc...) ils sentent aussi qu'un problème comme celui de l'U. R. S. S. n'est pas aussi simple que le leur expliquait un programme sous forme d'images d'Epinal. Là où il y avait une confiance totale, il y a maintenant des doutes, des inquiétudes.

Ces militants qui se posent plus ou moins confusément des questions vitales tout naturellement se tournent vers leurs dirigeants pour obtenir que ces questions et leurs réponses soient formulées en termes

politiques, c'est-à-dire sous forme d'analyses des événements, de perspectives, d'orientation politique et de mots d'ordre. Or, non seulement tout cela fait défaut, mais il ne peut leur faire de doute que leur direction est certainement divisée. Tout le monde peut le constater d'une part dans les variations de la politique du P. C. F., et d'autre part dans les variations entre dirigeants. Il est certain qu'il y avait des divergences entre les militants responsables de la direction de la C. G. T. et la tactique Lecœur. Il est visible que l'affaire Tillon a été stoppée, pour le moment tout au moins. Il était également visible que la décision du retour de Thorez a surpris le Bureau Politique ; qu'en comparaison de ce qui avait été préparé pour le retour manqué d'octobre dernier, l'accueil organisé par la direction a été plutôt maigre ; que le silence de Thorez soulève aussi des questions : s'il ne peut pour des raisons de santé participer à des meetings, pourquoi n'écrit-il pas ? Il est également plus que probable que l'absence d'orientation précise de Moscou s'ajoute aux difficultés de cette direction habituée à l'arbitrage du Kremlin en cas de difficultés.

L'existence de divergences ne peut faire de doute et cela permet à la presse bourgeoise de spéculer à ce sujet. Il ne s'agit pas de questions secondaires qu'une direction peut aisément régler dans son sein. Il s'agit de problèmes fondamentaux où on ne pourra pas mener les militants dans la nuit. L'an dernier, lorsque l'article de Biloux fut discuté au Bureau Politique, Fajon insistait sur la nécessité de modifier l'orientation du parti sans « donner l'impression d'un tournant » (2). En ces termes se montre de la façon la plus accusée le caractère bureaucratique de ces dirigeants qui s'efforcent de manœuvrer leur parti au lieu de l'éduquer et de lui donner la possibilité de se prononcer politiquement en pleine clarté. Il n'y a pas de doute que plus la situation internationale et nationale s'exacerbe, et plus celle-ci pèse et pesera sur ces dirigeants qui ont à répondre aux besoins des militants de base. Mais, pri-

Pour avoir

La Vérité des Travailleurs

régulièrement

Pour des raisons financières, nous sommes obligés de renoncer temporairement à la mise en vente de « La Vérité des Travailleurs » dans les kiosques. Car ceci n'est possible qu'en donnant aux marchands plusieurs numéros pour chaque numéro vendu, ce qui entraîne des frais de tirage supplémentaires très onéreux. Cette mesure est fâcheuse, car la vente assurée dans les kiosques a une valeur propagandiste très appréciable.

Chacun de nos lecteurs est prié — pour être assuré de trouver son numéro et pour nous aider — de prendre un abonnement.

En même temps, il faut nous aider à propager notre Journal, simplement en nous faisant parvenir des listes d'abonnés possibles, à qui nous ferons le service de quelques exemplaires avant de solliciter un abonnement.

Et aussi souscrivez régulièrement pour que nous puissions au plus tôt faire un plus grand effort de diffusion et de propagande pour « La Vérité des Travailleurs ».

LISTE DE SOUSCRIPTION

Liste 1310, 3.600 fr. ; liste 1624, 300 fr. ; P. H. (Eure-et-Loir), 600 fr. ; liste 1836, 600 fr. ; liste 1761, 5.900 fr. ; liste 1206, 1.600 fr. ; Saïgon, 5.000 fr. ; liste 3412, 2.500 fr. ; liste 1142, 1.600 fr. ; R. Louis, 1.000 fr. ; Maurice, 770 fr. ; au total : 23.470 francs.

Total précédent : 65.640 fr. ; total général : 89.119 francs.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

Abonnement pour la France, de un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »
64, rue de Richelieu - Paris 2^e
C.C.P. 6965-68 Paris

Tout lecteur de notre journal lira :

E. GERMAIN
LES PROBLEMES ECONOMIQUES
DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)
La brochure : 80 fr.

M. PABLO
LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)
La brochure : 200 fr.

sonniers de leur passé, il leur est extrêmement difficile de changer de peau, de renoncer aux conceptions et méthodes bureaucratiques qu'ils pratiquent depuis de longues années, pour soumettre aux militants de base les désaccords politiques afin qu'ils décident en connaissance de cause.

La crise du mouvement communiste en France est aujourd'hui à l'opposé de celle de la bourgeoisie, telle qu'elle vient de s'exprimer dans la décomposition du R. P. F. Le capitalisme français est tellement déclinant qu'il rencontre les plus graves difficultés à organiser des forces de combat malgré tous les moyens matériels encore à sa disposition. La classe ouvrière, en dépit des nombreux et lourds échecs qu'elle a subis depuis la libération, n'a jamais cessé de garder sa cohésion, votant communiste en majorité, chaque fois qu'elle en avait l'occasion, indépendamment de l'incapacité de la direction stalinienne qui lui était de plus en plus manifeste. La classe ouvrière se ranime. Ses militants y trouveront un stimulant aussi pour leur pensée politique. Ils se contenteront de moins en moins des tournants et des autocritiques qui ne changent rien. Ils accepteront de moins en moins qu'on cherche à les rassurer en leur offrant des boucs émissaires, tels Marty ou Tillon, pour les échecs passés. Ils comprendront de plus en plus que la politique du parti révolutionnaire, c'est à eux de la déterminer par la confrontation loyale de points de vue divergents. Des bureaucraties peuvent craindre une telle discussion. Mais pas les militants révolutionnaires qui n'oublient pas qu'en exergue de « Que faire ? » Lénine intervenant pour dégager le parti de la confusion et de la désorientation inscrivait ces mots de Lassalle : « *La lutte intérieure donne au parti la force et la vitalité* ». C'est seulement par la voie de la lutte politique intérieure que sera liquidée une période dans laquelle une direction, après avoir manqué des occasions remarquables, s'est trouvée désorientée aux premières difficultés ; c'est seulement par cette voie que le mouvement communiste entrera dans une période nouvelle, celle dans laquelle se forgera une nouvelle direction révolutionnaire livrant de grands combats pour le pouvoir.

Pierre FRANK.

(1) *La Vérité des Travailleurs*, n° 7, février 1953.

(2) Voir le cahier de J. Duclos.

La fin de l'ère stalinienne

A l'annonce de la mort de Staline nous écrivions qu'une ère entière était close dans l'histoire de l'U.R.S.S. Plus tôt et plus littéralement que nous n'avions pu l'espérer, cette analyse vient d'être confirmée. Les événements survenus en U.R.S.S. au cours des dernières semaines — comme nous l'avons déjà indiqué dans le précédent numéro de ce journal — marquent non seulement la fin

de l'ère stalinienne, mais le commencement de la fin de la dictature bureaucratique.

Toute interprétation des changements survenus en U.R.S.S. basée sur des luttes de cliques parmi les dirigeants ou de courants dans le parti stalinien, reste en-deçà de la vérité, et ne rend pas compte de l'énorme ampleur du tournant esquissé. Il suffit, pour s'en rendre compte, de résumer les mesures prises par les nouveaux gouvernants. On peut les grouper en trois catégories:

a) Des mesures tendant à donner l'impression d'un relâchement et d'un adoucissement de la dictature policière: amnistie, promesse d'une réforme du droit pénal, attaque contre l'arbitraire policier, libération des médecins, insistance sur les droits de tous les citoyens soviétiques garantis par la Constitution, délimitation des nouveaux chefs du système des aveux spontanés (obtenus par l'utilisation des « méthodes inadmissibles ») et des preuves fabriquées, etc.

b) Mesure accroissant le niveau de vie des masses: pour la première fois, la diminution annuelle des prix, traditionnelle depuis 1948, portait massivement sur les produits de large consommation courante: pommes de terre, légumes et fruits: diminution de 50 %; sel, diminution de 30 %; pétrole, diminution de 25 %; bas et chaussettes, chaussures en simili-cuir, clous, aiguilles, etc., diminution de 20 %, etc.

c) Mesures s'opposant à la répression contre les sentiments nationaux des nationalités en U.R.S.S.; dénonciation de la campagne antisémite, des campagnes « montées de toute pièce » contre des « déviations nationalistes » dans les républiques soviétiques de Géorgie, de Lettonie, d'Azerbeïdjan, de Tadjikistan, etc.

Ces mesures concernent ni plus ni moins que les trois principales raisons du mécontentement des masses en U. R. S. S.; la dictature policière, le niveau trop bas de consommation, et l'oppression nationale dont souffre le peuple partout ailleurs qu'en Grande Russie. Il s'agit des piliers principaux du régime stalinien, des principales dépenses des intérêts collectifs de la bureaucratie face aux masses. Pour que les Malenkov, Beria, Molotov et Khroustchev en viennent à ouvrir des brèches dans ce système défensif vital, il faut qu'ils soient pris de panique devant l'énorme mécontentement des masses, accumulé depuis des années et prêt à se manifester à l'occasion de la mort de Staline. Seule cette pression peut d'autre part expliquer pourquoi les couches dirigeantes de la bureaucratie semblent bien abandonner délibérément l'atout majeur qu'elles s'étaient créé pendant des années, dans le prestige et le mythe de l'infailibilité de Staline. De plus en plus, le nom de « Père des Peuples » s'efface de la presse soviétique. De plus en plus nombreuses se font les allusions à la nécessité de « directions collectives », à la lutte contre toute « tendance à l'autocratie ».

Seule cette pression explique pourquoi le nouveau ministre de la Justice d'U. R. S. S., Gorchenine, déclara le 17 avril dernier qu'il combattrait « impitoyablement tous ceux qui fomentent la haine nationale... et qui violent les libertés civiles soviétiques ».

La mort de Staline n'a pas causé ce profond bouleversement; elle l'a seulement précipité, accéléré.

En plusieurs occasions, dès avant la mort de Staline (1) nous avons signalé les forces nouvelles qui faisaient leur apparition en U.R.S.S. Ces forces y sont nées d'une double transformation des conditions de développement du stalinisme. La bureaucratie soviétique a conquis la toute-puissance par suite de la pauvreté du pays et du recul de la révolution mondiale. L'immense essor des forces productives en U.R.S.S. et le progrès de la révolution internationale détruisent les bases de la dictature stalinienne. Les forces prolétariennes reprennent confiance, font entendre leurs prétentions à une participation de plus en plus grande aux fruits du développement économique de la gestion de l'Etat et de l'économie.

Si Malenkov et les siens ont fait maintenant des concessions importantes à ce mécontentement croissant des masses, ce n'est pas parce qu'ils sont passés de l'autre côté de la barricade, parce qu'ils ont cessé d'être les défenseurs de la bureaucratie. Leurs mesures tendent à sauver le régime, non à le liquider. D'une part ils cherchent à atténuer l'hostilité des masses. Plus encore que l'amélioration du niveau de vie, les très larges mesures d'amnistie qui, selon l'Observer, concernent des centaines de milliers d'hommes, cherchent à obtenir des résultats de ce côté. D'autre part, les attaques contre l'arbitraire policier et « l'autocratie » cherchent à associer des couches plus larges de la bureaucratie à l'exercice du pouvoir. Elles doivent aussi éliminer les craintes de la droite bureaucratique devant la menace d'une nouvelle vague d'épuration monstre qui était suspendue sur elle depuis l'affaire des médecins. Comme c'est toujours le cas avec des mesures de « libéralisation » prises par une

dictature, toutes les couches de la population semblent devoir les accueillir favorablement. Sans doute la bureaucratie, économiquement la plus forte, en profitera le plus dans l'imédiat. Mais le sens contradictoire de ces mesures ne tardera pas à apparaître au grand jour. La « libéralisation », pour les couches supérieures de la bureaucratie, doit servir à stabiliser ses privilèges. La « libéralisation », pour le prolétariat, doit permettre l'attaque hardie contre la nouvelle aristocratie soviétique. Les forces sociales antagonistes, libérées dans leur manifestation par la disparition de l'arbitre suprême, finiront par se manifester sur la scène politique. Une période de regroupement et d'épreuves de forces moléculaires s'ouvrira, dans les usines, les syndicats, les kolkhoz, qui créera les conditions de la renaissance du parti bolchevik-léniniste en U. R. S. S.

En réalité, c'est la jonction de la montée révolutionnaire mondiale avec la montée révolutionnaire en U. R. S. S. qui se prépare. Une époque nouvelle s'annonce pour tout le mouvement révolutionnaire international, dont l'avant-garde prolétarienne doit prendre conscience, qu'elle doit chercher à exploiter audacieusement. Il suffit de penser aux immenses répercussions qu'aura dans les PC de Chine, des démocraties populaires, des pays coloniaux, du reste du monde, l'usure rapide de l'idole de Staline, la modification de leurs liens avec le Kremlin placé dans des conditions nouvelles.

Pour la classe ouvrière d'Europe occidentale, l'annonce de la crise de la dictature stalinienne en U. R. S. S., de l'approche de la montée révolutionnaire en U. R. S. S., ne peut être qu'une raison supplémentaire de confiance dans les progrès énormes que fait et que fera la révolution mondiale à notre époque. Aider la révolution coloniale; combattre les préparatifs de guerre de la bourgeoisie; défendre l'U. R. S. S. contre l'impérialisme; accélérer la lutte pour le renversement du capitalisme dans les pays occidentaux, c'est aujourd'hui un moyen puissant pour aider nos frères soviétiques à se libérer eux-mêmes. Pour la première fois depuis 25 ans, ceci n'est plus seulement une vérité historique. C'est devenu une tâche politique réalisable dans un avenir rapproché.

E. GERMAIN.

5 Mai 1953.

(1) Voir nos articles: La Victoire de Léon Trotsky (« Quatrième Internationale », septembre 1952, Problèmes Economiques de l'U. R. S. S. (décembre 1952) et Après la Mort de Staline (brochure publiée en février 1953).

Les « méthodes inadmissibles » de la police stalinienne

L'épouvantable période stalinienne de 1934 à 1939, qui vit la mort de milliers de révolutionnaires, après des procès infames ou des assassinats sans procès, commence à être connue plus largement. Des témoins osent parler.

Au Mexique, un ancien chef du P. C. espagnol, Jesus Hernandez, vient de publier un livre: « Je fus un ministre de Staline », dans lequel il révèle comment, sur ordre de Moscou, fut organisée la répression contre le P. O. U. M. et notamment l'assassinat de son dirigeant, Andres Nin, qui ne voulut pas faire des « aveux » dans un procès du type de Moscou.

Un ancien général soviétique, Orlov, qui avait l'an dernier publié un livre fort intéressant sur la guerre, vient de commencer la publication d'une série d'articles dans la revue américaine *Life*. Orlov était à l'origine un général du Guépéou. Il révèle, avec bien des détails, que Kirov fut tué par le Guépéou sous l'instigation de Staline lui-même. Après quoi commencèrent les accusations contre les oppositionnels et les procès.

Orlov signale les faits suivants: tout d'abord 300 anciens opposants bien connus furent arrêtés, dans le but d'obtenir les « aveux » de 50 d'entre eux. Malgré tous les efforts du Guépéou, ne succombèrent au traitement qui leur fut infligé que 16 d'entre eux (dont 5 agents du Guépéou introduits dans le procès). La résistance de certains fut exceptionnelle. Zinoviev, qui était dans une cellule infecte, n'accepta d'avouer, aux dires d'Orlov, qu'après avoir obtenu la promesse formelle de Staline de laisser la vie sauve à des milliers d'opposants. Après que Zinoviev eut tenu sa promesse, Staline fit exécuter 5.000 opposants.

Kamenev n'avoua que pour épargner à son fils la torture destinée à lui faire faire des « aveux » contre son père.

Orlov donne des détails sur le public — spécialement choisi par Staline lui-même — qui assista aux procès.

En Angleterre

La poussée à gauche s'est confirmée aux dernières élections municipales

Manchester Leeds et Liverpool reprises aux conservateurs, plus de 200 sièges regagnés à Londres, la majorité reconquise dans de très nombreux bourgs provinciaux, tel est pour les travaillistes anglais le bilan des élections municipales de la semaine dernière.

Cette victoire électorale qui vient après la consolidation et les gains de terrain de la tendance Bevan au sein du Labour Party confirme la nette poussée à gauche qui donne à la classe ouvrière anglaise une place de première importance dans la lutte des travailleurs d'Europe Occidentale contre la guerre que prépare la coalition impérialiste.

Lisez le n° d'Avril de IV^e Internationale

Au sommaire :

EDITORIAL

La montée révolutionnaire atteint l'Union Soviétique. . . .

NOTES EDITORIALES

La Conférence des partis socialistes à Rangoon.
Le 1^{er} plan quinquennal chinois.
Vers une nouvelle étape du mouvement ouvrier allemand.

LES HOMMES QUI ONT FORGE NOTRE INTERNATIONALE.

Wolfgang Vaclav Salus (1909-1953).

Paul FROLICH.

70^e anniversaire de la mort de K. Marx:

R. LERNER
Une œuvre inconnue de Marx.

M. PABLO.
Staline et le stalinisme

P. FRANK.
Quelques préoccupations de la nouvelle administration américaine.

F. BINDER.
Poussée à gauche en Autriche. Un an de révolution bolivienne. La Centrale Ouvrière Bolivienne et la Révolution.
Appel du P.O.R. aux masses paysannes.

J.-P. MARTIN
Sur la dictature du prolétariat.

E. GERMAIN.
Lettre à J.-P. Sartre.

DOCUMENTS.
Lettre du C.E.I. de la IV^e Internationale au P.C. chinois.

LES LIVRES.
« Tito parle », par Dejider
« La Chine future », par P. Naville.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE
Grande, Grande-Bretagne, Grèce, Chili, Pérou, Equateur, Brésil, Japon
Le n° de 72 pages: 150 fr. — Commandes à « La Vérité des Travailleurs », C. C. P. 6965-68 Paris.

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE
« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »
C.C.P. 6965-68 Paris
64, rue de Richelieu - Paris 2^e

- ENGELS : *L'Origine de la Famille* 240 fr.
- GUERIN : *Lutte de classes en France sous la Première République* (2 vol.) 850 fr.
- MARX : *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* 150 fr.
- TROTSKY : *Histoire de la Révolution Russe* (2 vol.) 1.800 fr.
- TROTSKY : *La Révolution Trahie* 390 fr.
- N'oubliez pas que le S.E.L. fournit TOUS les LIVRES, TOUS les DISQUES, les jeux éducatifs, les reproductions d'ART, etc...
- MARX : *Le Manifeste Communiste* 100 fr.
- LISSAGARAY : *L'Histoire de la Commune* 600 fr.
- MARX : *La guerre civile en France* 150 fr.
- GUERIN : *Fascisme et Grand Capital.* 180 fr.
- BRUHAT : *Histoire du Mouvement ouvrier* 390 fr.

Notes Internationales

ETATS-UNIS

Des votes contre la guerre à Los Angeles
A Los Angeles ont eu lieu le 7 avril des élections pour désigner le maire et un représentant à la Commission d'éducation.

Les candidats du *Socialist Workers Party* (l'organisation trotskyste américaine) étaient Myra Tanner Weiss, pour le poste de maire et Robert Morgan pour la Commission d'Education. Myra Tanner Weiss, obtint 3.542 voix (soit 1506 de plus qu'en 1949), bien que la tendance générale des élections fut réactionnaire. Robert Morgan obtint 12.588 voix.

La campagne avait été menée pour le retrait des troupes américaines de Corée.

Solidarité avec la révolution bolivienne
Le 27 mars, à New-York, une réunion organisée par le S. W. P. en faveur de la révolution bolivienne obtint beaucoup de succès et se tint dans l'enthousiasme. Des étudiants et travailleurs originaires d'Amérique latine assistaient à cette réunion.

Résistance à la chasse aux sorcières
Le syndicat des travailleurs des conserves (du C. I. O.) s'est prononcé vigoureusement contre la chasse aux sorcières qui sévit sur les Etats-Unis.

CEYLAN.

Radicalisation des masses.
La victoire électorale de la bourgeoisie en mai 1952 ne sera pas de longue durée. Les difficultés économiques qui assaillent le pays ont aggravé la situation des masses et celles-ci manifestent leur mécontentement.

Dans une série d'élections municipales le Lanka Sama Samaja Party (section cinghalaise de la IV^e Internationale) a battu les candidats du gouvernement.

D'autre part, les grèves se multiplient dans différentes branches (plantations, constructions, bus...).

JAPON.

Poussée à gauche.
Les récentes élections — pour le Parlement comme pour la Chambre haute — ont témoigné d'une forte poussée à gauche. Les deux partis socialistes ont progressé, et plus particulièrement le P. S. de gauche qui devient le troisième parti du pays.

DANEMARK.

Victoire électorale des socialistes.
Le mouvement à gauche qui se manifeste à présent en Europe s'est traduit au Danemark par un gain socialiste aux élections parlementaires.

AMERIQUE LATINE.

Montée révolutionnaire et répression.
Sur le continent sud-américain, la poussée révolutionnaire des masses s'étend; dans certains pays, la bourgeoisie manœuvre ou lâche quelques concessions; ailleurs elle réprime. Mais le mouvement des masses a tant d'ampleur et de réserves que rien ne le brisera.

Equateur: Arrestation de militants syndicaux.

Pérou: Arrestation de militants syndicaux.

Brésil: Les grévistes de Sao-Paulo, principal centre industriel, obtiennent d'importants résultats.

Argentine: La crise mûrit. Peron voudrait aller à droite; mais les masses — tout en étant encore abusées par le « justicialisme » de Peron — ne sont pas disposées à faire les frais des difficultés de l'économie argentine.

Le réveil de l'Afrique noire

La lutte entre impérialistes et indigènes se développe dans toute l'Afrique noire.

Le modèle des impérialistes est le Premier ministre de l'Afrique du Sud, Malan, qui a la prétention de maintenir les indigènes dans l'esclavage le plus abject.

L'impérialisme anglais proteste parce que Malan lui veut quelques torts sur le territoire de l'Afrique du Sud; mais envers les masses indigènes et leurs mouvements, il prend les mesures les plus violentes. Le cas du Kenya où il vient de condamner le leader indigène Jomo Kenyatta à 7 ans de travaux forcés est le plus éclatant.

Dans toute l'Afrique noire, une lutte féroce se développera entre impérialistes et indigènes. Les travailleurs des métropoles seront indifférents aux déclarations des Blancs sur la « sauvagerie » des Mao-Mao. Ils seront sans réserve aux côtés des peuples indigènes luttant pour leur indépendance.

Pour un Front Unique Interconfédéral

Comme nous en avons tracé la perspective dans les derniers numéros de notre journal, des luttes importantes viennent de se dérouler dans des secteurs décisifs du mouvement ouvrier. Renault une fois de plus sera venu en tête de la bataille dans l'automobile; mais dans la plupart des usines les dernières semaines d'avril auront marqué un véritable réveil du mouvement ouvrier. La grève des cheminots, celle des marins, l'agitation que l'on enregistre dans la R. A. T. P. et beaucoup d'autres corporations, révèlent que c'est l'ensemble des masses travailleuses qui a repris la voie de l'action de classe.

Pourquoi ces luttes?

Pour des raisons devenues presque traditionnelles avec l'agonie du régime capitaliste: le pouvoir d'achat qui baisse sans cesse, la misère qui s'installe dans les foyers, l'atmosphère de mouchardage et de contrôle policier qui se développe dans les usines et les bureaux.

Mais pour les grèves de l'automobile spécialement, il y a une raison plus immédiate et d'autant plus intéressante que tant qu'elle durera, elle pourra susciter une agitation quasi-permanente dans les usines. Il s'agit de la légère reprise qui s'est accomplie en soit les métallos de la Région Parisienne sur qui avait pesé cet hiver la menace du chômage ont exigé l'augmentation de leurs salaires avant même que leurs exploités aient pu toucher le bénéfice du sur-travail.

De multiples indices révèlent que le mouvement avait des racines profondes et que lorsque les ouvriers parlent d'un nouveau Juin 36 ils ne le font pas à la légère. Le 30 Avril spécialement les conditions étaient créées au sein de la classe ouvrière pour que se réalisent des arrêts de travail dans presque toutes les corporations de la plupart des grandes villes industrielles. Cette journée aurait pu trouver son couronnement le Premier Mai en donnant à celui-ci une ampleur immense.

S'il n'en a pas été ainsi, c'est que la politique des directions syndicales a été en deçà des aspirations de la classe ouvrière. Le Front Unique réalisé entre les Syndicats dans de nombreuses entreprises et corporations, Front Unique qui a été l'élément essentiel de ce nouvel élan du mouvement ouvrier, a cependant été nettement insuffisant parce qu'il était encore ici et là entaché de sectarisme, mais surtout qu'il ne s'est pas manifesté à l'échelon des sommets confédéraux. La direction de la C. G. T. aurait dû s'adresser à la direction de F. O. de la même façon que la direction du Syndicat C. G. T. Renault s'était adressée à la direction F. O. Renault dont cependant l'action antinunitaire antérieure était bien connue. Une telle politique de Front Unique de la BASE AU SOMMET pour la défense du programme revendicatif tel qu'il avait été élaboré vraiment démocratiquement par les ouvriers qui imposèrent comme mot d'ordre revendicatif, une augmentation égale pour tous aurait galvanisé les masses travailleuses contrainant à l'unité ou submergé les directions F.O., C.F.T.C. et Autonomes de toutes catégories. et créé les conditions favorables à la préparation d'un nouveau 1936.

Bientôt se tiendra le Congrès de la C. G. T.; celui-ci doit être considéré comme un événement important par tous les militants ouvriers. L'influence de la C. G. T. sort renforcée de ces luttes; ses effectifs vont certainement progresser. Mais ces succès seront sans résultat efficace si la direction confédérale ne propulse pas une véritable politique de Front Unique.

A ce Congrès, nombreux seront également les délégués qui parleront d'un nouveau Juin 36 comme d'une perspective qui peut mobiliser la classe ouvrière. Ceci est juste mais ce qu'il faut dire clairement aussi c'est qu'un nouveau Juin 36 aurait comme conséquence de porter au pouvoir un gouvernement de la classe ouvrière, un gouvernement communiste-socialiste.

Michele MESTRE.

Réalisant l'unité des quatre Syndicats:

Renault a montré la voie

Le 15 avril, éclate la grève du département 74. Son fondement, les bas salaires. A la chaîne de finition de la 4 CV, dans ce département, les quinzaines ne dépassent pas 12.000 francs depuis la réduction d'horaires, donc des salaires de décembre 1952.

La reprise d'activité saisonnière, en permettant le relèvement d'horaires à 42 h. 30, les mouvements revendicatifs du 12 février, du 12 mars, qui rassemblèrent dans ce département plusieurs centaines de travailleurs dans les débrayages limités et surtout la grève victorieuse des fonderies (Dép. 61) où 200 ouvriers, appuyés par l'ensemble des syndicats et la solidarité financière de l'ensemble de l'usine, obtiennent leurs revendications, sont les éléments principaux qui donnèrent cette confiance extraordinaire aux ouvriers de la sellerie. Tous se rassemblèrent dans un comité de grève se composant de membres de toutes organisations syndicales. Très rapidement, le mouvement s'étendit au dép. 12.

Le Syndicat indépendant, en appelant à la grève générale, incita à la méfiance beaucoup d'ouvriers et jeta la confusion parmi beaucoup de militants.

La volonté et l'action des ouvriers du dép. 74 dont l'effet fut l'arrêt complet de la chaîne de finition de la 4 CV, amenèrent le 17 avril, où sur convocation de la C. G. T. fut conclue l'Unité des organisations C. G. T., C. F. T. C., F. O., S. I. R. sur le programme des ouvriers du 74:

- 1° 25 fr. de l'heure;
- 2° 3 semaines de congé payé;
- 3° Paiement des jours fériés;
- 4° Prime d'ancienneté;
- 5° Retraite complémentaire pour tous;
- 6° Paiement à tous les nord-africains des allocations familiales et de la Sécurité Sociale sur la même base que les travailleurs français;
- 7° Prime de vacances de 20.000 francs minimum;
- 8° Suppression des clauses restrictives de la prime trimestrielle et incorporation dans le salaire;

- 9° Respect des droits syndicaux;
- 10° Réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives.

Le referendum organisé dans l'entreprise pour envisager les moyens d'appuyer la grève du 74 donna 70 à 80 % pour une action (soit grève de harcèlement ou grève immédiate). Le mercredi 22 voit une assemblée des militants Renault enthousiaste décider, sur proposition de la C.G.T., une grève de 2 heures le vendredi 24.

Le meeting du 24 peut être considéré comme le sommet du mouvement chez Renault.

Les 15.000 ou 20.000 ouvriers présents représentent le rassemblement le plus important depuis 1947.

Devant cette puissance du mouvement, son enthousiasme, les orateurs de tous les syndicats ne purent faire autrement qu'évoquer juin 1936. On peut remarquer en passant que les ouvriers, quand ils évaluent leurs forces dans des meetings, le font par rapport à juin 1936, rarement à l'époque d'union nationale de 1945 à 1947.

La conscience des ouvriers de chez Renault sait faire la différence entre les rassemblements de lutte et les mascarades de l'extrapartisme. Au lendemain du meeting, dans la nuit de dimanche à lundi 27 avril l'arrestation de 3 secrétaires C. G. T. du syndicat Renault ne fut pas un frein à l'unité réalisée. Or peut apprécier comme très importante la protestation de tous les syndicats de Renault. Le secrétaire de la Fédération F. O., à l'assemblée du 28-4, expliqua même que le patron cherchait à diviser le mouvement.

Si l'action du 74 fut à l'origine du cartel inter-syndical chez Renault, l'action chez Renault servit de tremplin à la réalisation de l'unité dans beaucoup d'entreprises de la région parisienne. C'est ce que l'ensemble des militants des usines d'automobiles tira comme conclusion positive, tout en expliquant que le niveau de combativité dans les usines n'avait pas atteint le niveau de Renault. Du 30 avril chez Renault où il existait déjà 12.000 lock-outés, rien à signaler à part quelques débrayages très limités.

Un nouveau meeting avec débrayage fut écarté par les organisations syndicales qui appréhendaient de rassembler moins de monde que le 24.

L'accent fut porté sur la solidarité financière. Le 1^{er} mai la délégation Renault fut beaucoup plus importante que l'année précédente. La participation des organisations de l'usine autres que la C. G. T. se limita au comité de solidarité financière. Les 3 secrétaires C. G. T. arrêtés sont libérés le matin même.

Le 6 mai lock-out général le jour-même de la réunion des responsables de toutes les usines de la métallurgie. Le nombre d'usines représentées passe de 30 à 78.

L'émotion causée par la fermeture de l'usine durcit les militants. On ne peut pas laisser passer le lock-out est la note dominante. Il faut prendre des décisions fermes. Nous sommes tous visés.

Toutes les interventions sont un appel à la coordination du mouvement à l'échelon des fédérations et même des confédérations syndicales (LATIL - AOIP - PANHARD, etc...).

Lunet de l'USTM, remplaçant Molino au Bureau confédéral annonce que la C. G. T. est d'accord pour organiser immédiatement une réunion comme de toutes les unions. Le représentant de la C.F.T.C. annonce que la C. E. de sa fédération a jugé nécessaire une rencontre avec la C. G. T.

Le représentant F. O. dans cette atmosphère surchauffée s'envole. En partant de la nécessité d'élargir la lutte il en arrive à la co-gestion et même à la gestion ouvrière. Il ne répond pas clairement aux propositions C. G. T. et glisse surtout sur la solidarité.

L'appel issu de l'Assemblée est une invite aux Fédérations de réaliser leur unité.

Ce qui est possible chez Renault doit l'être à l'échelon supérieur, c'est ce que pensent tous les ouvriers.

La présence de forces de police dans l'usine, l'organisation des travailleurs plus difficile à l'extérieur de l'usine qu'à l'intérieur sont de gros obstacles. Le butoir que constitue l'arrêt de l'unité au-dessus de l'échelon de l'usine est un frein. Les Comités de lutte et d'action de la métallurgie doivent se réunir une nouvelle fois mardi 12, le lendemain de la réunion des Fédérations C. G. T. et C. F. T. C.

Les négociations chez Renault portent maintenant sur le retrait des forces de police. Lefaucheur le monnaie en demandant l'abandon des revendications.

Tous les ouvriers considèrent anxieusement le développement du mouvement.

Quand va partir la R. A. T. P.? Les ouvriers du 74, après trois semaines de lutte, comptent toujours sur l'élargissement du mouvement. 10 Mai

CORRESPONDANT OUVRIER.

Le Gérant: M. Mestre.

SOFRIM - 17, rue de Clignancourt, Paris.

Grève à la R. A. T. P.

Le 11 mai s'est tenu à la Grange-aux-Belles une Assemblée regroupant de très nombreux militants syndicaux de la R.A. T.P. pour décider de faire le lendemain une grève d'avertissement de 24 heures dont le principe avait déjà été adopté fin avril.

Allyn, responsable du Syndicat C.G.T., rappela les revendications des employés du métro et des autobus et que ceux-ci exigent une augmentation immédiate égale pour tous de 4.000 francs par mois.

Les directions des autres Syndicats, malgré les appels à l'unité qui avaient été faits par la C. G. T. avaient refusé de participer à l'Assemblée et donc à la grève de 24 heures.

Dans les interventions qui suivirent, le rapport d'Allyn, des responsables des Syndicats Direction et Autonome qui vinrent se prononcer contre la grève furent sifflés et hués par l'ensemble des travailleurs. L'attitude du Syndicat autonome Ferré, qui devait se réunir le mercredi fut « un mouvement à 100 % ou rien ». Mais le plus anti-unitaire de tous et le plus hué fut, comme il fallait s'y attendre, le secrétaire du Syndicat autonome traction.

Par contre, les interventions des responsables C.G.T. des divers dépôts venant parler pour la grève d'avertissement au nom de leurs camarades, souleva un très grand enthousiasme ainsi que le discours d'un militant C.F.T.C. qui se déclara pour la grève malgré que la Fédération était contre.

Au moment où nous écrivons se déroule la grève du métro. Une partie importante des ouvriers de la R.A.T.P. est en grève, mais la Direction de la Régie est tout de même arrivée à rétablir un certain trafic.

Il en est ainsi à cause de l'attitude anti-unitaire des Syndicats C.F.T.C. et Autonome. Mais il faut dire aussi que cette grève aurait eu une toute autre tenue si la C.G.T. l'avait fait coïncider avec la grève des cheminots et celle des ouvriers de chez Renault. Cela était possible, car il y a un grand mécontentement parmi le personnel et de cette manière les diviseurs auraient pu être débordés.

UN CORRESPONDANT.

Aux Ateliers de Construction de la Croix Blanche « Sonnier et Duval » à Montigny-Cormeilles.

Un bel exemple de solidarité. L'action de tout le personnel, y compris les ouvriers P3, oblige le relèvement des bas salaires des O. S.

L'Unité en marche chez Chausson

CHAUSSON GENNEVILLIERS.

500 ouvriers des chaînes « colorale » et « juvaquatre » ont été lock-outés par la direction conséquemment à la grève Renault. Tous, à l'appel des organisations C. G. T. et F. O. de leurs ateliers se sont rendus à leur travail et ont élaboré leur cahier de revendication sur le modèle de celui de Renault, se solidarisant ainsi avec leurs camarades de la Régie en lutte.

Un comité d'unité d'action fut élu (comportant des camarades inorganisés) lequel est chargé de défendre les intérêts des lock-outés, de demander leur réemploi.

Le soutien des camarades lock-outés a été aussitôt organisé dans toute l'usine et les listes de collectage ont rencontré partout un accueil chaleureux.

La réalisation des camarades de l'atelier H fit tache d'huile. Et, dans tous les ateliers naquirent des comités d'unité d'action.

Depuis déjà des semaines aux cars de multiples débrayages avaient élevé la température. Une grève de 48 heures de l'entretien avait rapporté quelques reclassements professionnels et des augmentations individuelles. Sur proposition de la C. G. T. un cahier de revendication fut soumis à l'approbation des ouvriers et des autres syndicats. Le texte définitif de celui-ci fut publié, signé des trois organisations: C.G.T., C. F. T. C., F. O. L'unité était née, elle allait bientôt porter ses fruits.

La journée revendicative de l'automobile du 30 avril fut une réussite. Des tracts communs aux trois organisations et des assemblées générales communes préparèrent celle-ci.

Les ouvriers démontrèrent que là où ils sentaient l'unité, rien ne leur était impossible. Cette journée eut un succès sans précédent. Unaniment tous les ateliers ont observé un débrayage d'une heure à 90 %, y compris des ateliers ou équipes particulièrement réticents d'habitude. Une autre atmosphère baigne les machines, c'est la porte ouverte sur de nouvelles luttes.

CHAUSSON-ASNIERES.

A Asnières les outilleurs soutiennent depuis près de trois semaines une lutte opiniâtre, débrayant quotidiennement, faisant des délégations. Ils ont élu des comités de grève et ils réclament des revendications particulières à leur profession, 15 francs de l'heure, en remplacement du manque à gagner résultant d'une diminution d'horaire. Quant au reste, trois semaines de congés payés, incorporation des primes dans le salaire de base, etc. Ils sont entièrement solidaires de leurs camarades des autres ateliers.

Jeudi 30, débrayage total à l'outillage ainsi qu'à la fabrication. On fait le siège des bureaux, on bouscule un peu les gardiens, sans plus, simple prise de contact. Il y a longtemps que cela n'est pas arrivé, ça fait du bien. Demain on verra...

La direction Chausson, tentant de semer la discorde parmi les ouvriers, avait proposé à certains modérateurs de travailler le 1^{er} mai, particulièrement à ceux qui sont en instance de s'acheter soit une maison, soit une 4 chevaux. Elle essuya un refus catégorique et en fut pour ses frais.

Devant cette montée ouvrière suscitée par l'exploitation forcée, les brimades exercées par les chefs, les diminutions de salaire provenant des changements de catégories, le chantage au chômage, que subissaient depuis des mois les travailleurs de chez Chausson, la direction cède!

Elle admet l'incorporation de 5 % du sursalaire dans le salaire de base, ce qui donne à tous une augmentation moyenne de 7 fr. de l'heure. De plus elle accepte le reclassement de 48 travailleurs de l'entretien qui perçoivent ainsi une augmentation de 4 à 6 fr. de l'heure. Mais ces mesures dérisoires que la direction prend ainsi ne détourneront pas les ouvriers de chez Chausson de la lutte pour les 10 revendications de chez Renault.

Gouvernement P.C.-P.S.

(Suite de la première page)

pour ces dirigeants: ils ne sont pas vaincus. La seule façon de le faire, c'est de proposer aux dirigeants pour qui ils votent, l'action commune pour un objectif commun. Le dernier discours de Duclos qui reprend et justifie toute la politique passée d'invectives contre les socialistes et d'unité d'action à la base seulement, esquive ces problèmes et ne prépare pas à une juste politique de Front Unique.

Qu'attendent les dirigeants du P.C.? Qu'attend Maurice Thorez pour s'exprimer sur cette question du gouvernement communiste socialiste et sur le front unique du PS et du PC à l'échelle nationale?

Les dirigeants du PC attendront-ils d'être contraints par les travailleurs en lutte? La route serait tellement plus courte et moins coûteuse s'ils prenaient dès maintenant cette initiative, forçant ainsi les dirigeants socialistes à s'incliner devant la volonté des travailleurs ou à se démasquer et à s'isoler de leur base?

L. PERIER.